

La réunion était présidée par M BARROUX, les différentes présentations étant faites par M GAUDICHET. (Pour le SNABF Solidaires Michel FELCE, Gilles GUBBINI et René HALET)

Ordre du jour

- 1) Présentation des principaux objectifs opérationnels du GLA 110
- 2) Présentation de l'état des principaux projets informatiques : ASCOT, GERICO, ABIL, INFDE
- 3) Professionnalisation de l'entretien de cotation et collecte de données qualitatives pour la cotation (en substitution de SESAME)
- 4) Présentation du nouveau GEODE

I Objectifs opérationnels du GLA 110

L'objectif est de consolider le statut ICAS (Internal Crédit Assessment) et d'ECAI (OECC) en tenant compte du fait que le lien avec la politique monétaire, tout en étant réaffirmé, est et sera moins présent en raison du développement de la concurrence (pour FIBEN, concurrence des modèles internes et du secteur privé sur la notation financière ; pour GEODE et ASCEL, celle de sociétés de conseil). De plus, les normes comptables pourraient évoluer (extension des normes IFRS aux PME). Nous devons également parvenir à un équilibre financier sans être accusé de concurrence déloyale sur nos prestations de service.

Pour la Banque, la réalisation de ces objectifs passera donc par des actions de réingénierie (mise à disposition d'outils informatiques) et un approfondissement du niveau d'expertise de l'analyse financière grâce à une démarche de qualité globale de la cotation : mise en place à la Direction des Entreprises d'un comité scientifique qui veillera à la qualité globale du processus, nomination d'un responsable qualité assisté de correspondants régionaux dès 2007. Par ailleurs, l'entretien de cotation sera professionnalisé et se substituera à SESAME par une démarche de collecte de données qualitatives utiles à l'analyse du risque. L'ISR devrait être réécrite pour en faire un outil facilement consultable en ligne (moteur de recherche ?).

Enfin la DFC suivra la qualification des analystes et veillera au contenu des parcours qualifiants tandis que l'organisation interne de la DE sera revue (back-testing, réalisation des requêtes).

Objectifs par ligne de produits en terme de recettes :

FIBEN 2007 : 52M€ CAHT, (50M€ attendu en 2006). Mise en place d'une tarification au forfait et conclusion de contrats de service avec les utilisateurs internes,

GEODE 2007 : 8,3M€CAHT, (7,8M€attendu en 2006). On arrive à la fin du plan triennal qui a permis de développer le CAHT (de 6,5 en 2003 à 7,8 à fin 2006) et d'assurer une marge sur coût de revient (1,3M€) tout en améliorant les encaissements (gestion régionale). Proposition d'un nouveau plan triennal visant à atteindre un CAHT de 9,5M€ pour parvenir à un cout complet métier (ancienne définition inférieure de 15% à la nouvelle définition)

Valoriser les études par des partenariats

- Avec la BCE : sur les effets de contagion des difficultés via les impayés, le comportement financier des entreprises,
- Avec la DGEI : sur l'analyse des rigidités structurelles,
- Au sein du comité européen des CDB : sur les performances des outils de cotation

Pour l'attribution de ses expertises, la Délégation Interministérielle à l'Aménagement du Territoire lancera un nouvel appel d'offre auquel la BDF participera.

Enfin M BARROUX nous indique que :

- la date du 1^{er} janvier 2012, prévue pour porter à 500.000 € l'utilisation des prêts bancaires aux fins de garanties, pourrait être avancée à 2008,
- ce seuil minimum de 500.000 € pourrait être relevé,
- la réforme Bâle II permettra aux banques ayant opté pour un système de notation interne approfondi de le substituer à la cotation BDF pour sélectionner elles-mêmes les créances éligibles aux opérations de refinancement auprès de l'Eurosystème. L'impact sur les travaux de cotation serait considérable.

II Présentation de l'état des principaux projets informatiques

GERICO (Gestion des relations et des contacts) remplacera l'application DLE en septembre 2007 puis FIBCOM et GEOCOM en 2008 ; implantation en juin 2007 dans des unités tests. GERICO permettra l'envoi par le SIMA des lettres de demandes de bilan (économies attendues 30.000 €).

ABIL sera mis en production en 2009 pour la collecte des bilans 2008 ; la montée en charge serait progressive jusqu'en 2012. Gain attendu de 27 EATP en 2009, soit 131 au total à la fin du déploiement de l'application prévue en 2012,

ASCOT Après une mise en production dans 6 comptoirs tests, l'application sera déployée en avril 2007 pour les secteurs industrie et commerce. Cette application d'aide à la cotation exclura le BTP et certains secteurs atypiques. Gain attendu de 50 à 60 EATP.

La formation se fera par formateurs relais, e-formation.

INFDE qui remplacera VM, Inforisq et OBSAS, doit uniformiser l'exercice des activités du métier 10 : contrôle qualité, tableaux de bord, produits commerciaux, études.... Basée sur Business Object, elle permettra à chaque unité de disposer de 3 licences (plus dans les grandes unités). 5 pôles de compétence régionaux (2008), sur le modèle de celui qui existe à NANTES, seront chargés de créer les requêtes locales en lien avec le pôle national.

A la demande du SNABF Solidaires de mettre à profit ABIL et ASCOT pour diminuer le seuil de collecte des bilans progressivement (afin de renforcer notre base FIBEN), BARROUX ne veut pas l'envisager.

III Professionnalisation de l'entretien de cotation

Doit permettre de mieux prendre en compte la dimension qualitative de l'analyse, de renforcer l'homogénéité de la cotation. L'approfondissement de la collecte des informations entraînera l'abandon des enquêtes SESAME. Après cet entretien, possibilité de rehausser ou d'abaisser la cotation.

IV Plan triennal GEODE

Passage à une grille de prix unique. Nouvelle définition du coût complet métier, avec une augmentation progressive des tarifs (4700 en 2007, 4900 en 2008, 5100 en 2009) et une baisse des remises pour abonnement de 20% à 10%.

Pas d'évolution de la prestation GEODE avant 2010. Celle-ci utilisera les bilans de type 4.

CA à atteindre 9,5 M€ en 2009 avec 2200 clients.

Un plan triennal 2010/2012 visera à atteindre l'équilibre sur la base de la couverture des coûts complets.

En conclusion le rapport de la Cour des Comptes reste la BIBLE et l'objectif est toujours de réduire les effectifs pour réduire les charges. Aucune réflexion sur les possibilités de renforcer les recettes malheureusement !!!